

53006



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.16/17
14 mars 1990

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Onzième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

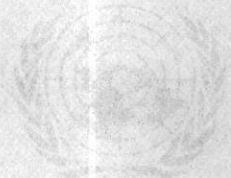
Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
5 - 12 mai 1990

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-cinquième session de la Commission/
seizième réunion de la Conférence
des ministres

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
15 - 19 mai 1990

**LE POINT SUR LA MISE EN VALEUR DES BASSINS
FLUVIAUX ET LACUSTRES EN AFRIQUE**



NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. GÉNÉRALE

EXC/CONF.16/17

14 mars 1990

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-cinquième session de la Commission
seizième réunion de la Conférence
des ministres

Trieste (Séminaire arabe libyen)
10 - 19 mai 1990

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Onzième réunion du Comité technique
préparatoire plénière

Trieste (Séminaire arabe libyen)
8 - 15 mai 1990

LE POINT SUR LA MISE EN VALLÉE DES BASSES
PLUVIAUX ET L'ACQUISITION DE L'AFRIQUE

MO-217

I. INTRODUCTION

1. La mise en valeur des ressources en eau et particulièrement des bassins fluviaux et lacustres, a toujours été depuis plus de deux décennies une grande préoccupation pour le continent africain.
2. Des efforts énormes ont été déployés par les Etats africains durant cette période pour la mise en place des diverses organisations et la mise en oeuvre de leurs programmes en vue de l'amélioration de leurs conditions socio-économiques.
3. La communauté internationale et particulièrement la Commission économique pour l'Afrique (CEA), s'est toujours préoccupée, dans le cadre de son programme des ressources en eau, à aider les pays et les organisations des bassins fluviaux à mettre en oeuvre les mesures prioritaires requises pour donner suite au Plan d'action de Mar del Plata, dans le cadre du Plan d'action de Lagos.
4. A la vingt deuxième session de la Commission et la treizième Conférence des ministres de la CEA tenues à Addis Abeba en avril 1987, la résolution 606 XXII avait demandé à la CEA de donner un appui et de fournir une assistance aux organisations actuelles de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres et d'étudier aussi des possibilités d'en créer d'autres.
5. Conformément à cette résolution, la Commission a fourni des services consultatifs auprès de certaines organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres durant les deux dernières années afin de les assister dans l'élaboration de documents techniques.
6. Elle a en outre, en collaboration avec le PNUD, convoqué et organisé plusieurs consultations des pays riverains du bassin du Nil en vue d'une coopération pour la mise en valeur intégrée du bassin. Les derniers développements de ces consultations figurent dans le présent rapport.
7. Toujours dans le cadre de ses activités, la Commission a convoqué et organisé, en collaboration avec le département de la coopération technique pour le développement (DCTD), une importante réunion interrégionale (octobre 1988) qui avait pour objectif d'étudier de nouvelles approches de mise en oeuvre d'une stratégie de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres en vue d'une croissance et d'un développement socio-économique soutenus en Afrique. D'importantes recommandations relatives à l'évaluation et la planification des ressources, aux aspects juridiques et institutionnels, aux obstacles et aspects écologiques, ont été élaborées au cours de cette rencontre.
8. Le présent rapport entre dans cette série d'activités et fait suite à un premier rapport élaboré en 1987. Il a pour but, non seulement d'informer la Conférence des ministres de la CEA sur les développements actuels mais également de sensibiliser la réunion sur les difficultés et obstacles que rencontrent nos organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres.

9. Pour chaque organisation, nous tenterons d'en rappeler un bref historique avant d'en décrire les récents développements. La première partie du rapport concerne les bassins fluviaux dotés de mécanismes de coopération effective alors que la deuxième partie a trait aux bassins vacants qui n'en sont pas encore réellement dotés.

II. L'ETAT D'AVANCEMENT DES ORGANISATIONS EXISTANTES

A. Organisation pour la mise en valeur du bassin du fleuve Gambie (OMVG)

10. L'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie fut créée en 1978. Cette création faisait suite à une assistance de la FAO pour l'établissement d'une commission mixte Gambie/Sénégal en 1964 en vue d'une exploitation des ressources du bassin.

11. En 1980, la République de Guinée adhéra à l'Organisation et trois ans plus tard, la Guinée-Bissau devient également membre. Avec l'adhésion de la Guinée-Bissau, deux autres bassins devaient être pris en considération par l'organisation :

a) Le bassin Kayanga Geba commun à la Guinée, au Sénégal et à la Guinée-Bissau; et

b) Le bassin Koliba Corubal intéressant seulement les Républiques de Guinée et de Guinée-Bissau.

12. Dans l'esprit des Etats membres, le schéma de la mise en valeur du bassin du fleuve Gambie, reposait principalement sur trois ouvrages :

a) Le barrage de Kouya en Guinée;

b) Le barrage réservoir de Kékréti au Sénégal;

c) Le pont barrage anti-sel de Balingho.

13. En 1986, la Conférence des chefs d'Etat avait adopté le programme d'action suivant:

a) La construction de Kékréti, Balingo et Kouya;

b) Le lancement d'un programme "après barrage", pour vulgariser la culture irriguée;

c) L'intégration des études d'environnement et socio-économique dans le programme d'action afin d'atténuer les effets néfastes de l'aménagement de la Gambie;

d) L'étude pour l'aménagement des bassins Koliba-Corubal et Kayanga-Geba en Guinée-Bissau;

e) L'achèvement des études du barrage de Saltingo sur le Corubal également en Guinée-Bissau.

14. Ce programme d'action demandait un financement en capital de l'ordre de 280 millions de dollars E.-U. et des études complémentaires de préinvestissement de 6 millions de dollars E.U.

15. Parallèlement à ce programme de grande envergure, l'Organisation mena des études pour la réalisation des petits projets dans le secteur agricole, ressources en eau, irrigation, en collaboration avec des techniciens qualifiés des Etats membres. De 1985-1986, l'Organisation a mené des études en République de Guinée concernant deux petits périmètres :

a) Le périmètre de Donquel Signon;

b) Le périmètre de Sambaile.

Ce type d'activités a enregistré en effet, beaucoup de succès pour diverses raisons : utilisation du matériel local, participation des populations, coûts très modestes.

16. Contrairement aux petits projets, les grands projets cités plus haut connaissent des stades d'avancement très variables. En effet certains projets sont au stade d'étude pour la phase de conception alors que d'autres sont au stade d'étude d'identification.

17. Par ailleurs, il faut noter qu'un développement intégré au sein des bassins ne saurait être effectif sans une circulation des biens entre les régions enclavées et les zones portuaires; à ce titre, l'Organisation prévoit mener une étude détaillée sur tous les modes de transport et principalement le transport routier et fluvial qui sont directement liés au programme tel que défini par l'OMVG.

18. Devant une telle situation, l'Organisation est à la recherche de financement pour mener des études, afin d'améliorer les connaissances au niveau des différents bassins:

a) Etude de faisabilité pour les barrages de Kouya et de Kogoufoulbé;

b) Etude de conception technique final pour le barrage de Kékréti;

c) Etude sur les influences réciproques et le fonctionnement des barrages Kouya, Kékréti et Balingbo;

d) Etude sur le développement intégré des bassins Koliba-Corubal et Kayanga Geba;

e) Renforcement du réseau hydrométéorologique des bassins Koliba/Corubal et Kayanga/Geba;

f) Etudes supplémentaires sur l'impact socio-économique et environnemental du bassin de la haute Gambie.

19. Par ailleurs concernant les études pour les petits projets, l'Organisation est encore dans la recherche de financement pour continuer les études déjà commencées d'une part et d'autre part pour les étendre à d'autres bassins de la sous-région.

20. Jusqu'en 1986, l'Organisation a bénéficié d'une assistance externe de 27 millions de dollars E.-U. en vue de faire les études de pré-investissement. L'on peut dire que l'OMVG se trouve actuellement à un moment critique de son histoire face à ce vaste programme.

21. En dépit des efforts déployés pour stabiliser leurs économies, les Etats membres sont actuellement dans des difficultés financières qui sont loin d'être résolues en raison de la situation économique qui prévaut.

22. Compte-tenu de ces circonstances particulièrement défavorables, il serait difficile à l'OMVG d'entreprendre toutes les réalisations prévues dans son programme en même temps.

23. Devant cette situation, l'Organisation a établi un ordre de priorité dans les activités à entreprendre et actuellement un plan indicatif a été dressé par l'OMVG pour la réalisation de son programme.

B. Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS)

24. L'OMVS est l'aboutissement d'un long processus de coopération sous-régionale. En effet, c'est en 1963 que le Sénégal, la Mauritanie et le Mali ont décidé de créer le Comité inter-Etats pour l'aménagement du bassin du fleuve Sénégal.

25. En 1968 le Comité inter-Etats fut remplacé par l'Organisation des Etats riverains du fleuve Sénégal sur la base des accords entre quatre Etats : le Sénégal, la Mauritanie, le Mali et la Guinée.

26. C'est en 1972 enfin, qu'est née l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) grâce à une coopération de trois Etats (le Sénégal, la Mauritanie et le Mali) avec des objectifs plus réalistes orientés vers des activités relatives à la navigation, l'irrigation et la génération d'énergie électrique.

27. L'objectif principal de l'aménagement du fleuve est de régulariser le régime hydrologique portant le débit minimum à 300 m³/s à Bakel grâce au barrage de Manantali. Cette régularisation permet d'assurer :

a) L'irrigation d'une superficie maximale de 375 000 ha à plein développement (240 000 ha au Sénégal, 126 000 ha en Mauritanie et 9000 ha au Mali);

b) La production de 800 GWh d'énergie hydro-électrique; et

c) La navigation permanente entre Kayes et Saint Louis, sur 950 km.

28. Le deuxième objectif prévu dans le programme de l'OMVS a été la construction du barrage antisel de Diama près de l'embouchure du fleuve. Ce barrage empêche la

remontée des intrusions salines vers l'amont durant la saison de faible débit et sert par ailleurs de barrage pour l'irrigation sur près de 30 000 ha.

29. Depuis sa création à fin 1985, l'Organisation s'est essentiellement mobilisée pour la réalisation des études de préinvestissement, mais surtout pour la recherche de financement et la réalisation des barrages de Manantali et Diama.

30. Les travaux des deux barrages, ont nécessité un montant d'environ 700 millions de dollars des Etats-Unis financés par une quinzaine de bailleurs de fonds. Une économie de l'ordre de 130 millions de dollars des Etats-Unis a été faite sur les prêts contractés à la fin des travaux.

31. Les barrages de Diama et Manantali sont donc rentrés en service, respectivement en 1986 et 1988.

32. La réalisation de ces deux barrages, a permis dès 1988 de réduire les risques d'inondations pendant la saison des pluies aussi bien dans les périmètres irrigués que dans les villes du bassin.

33. Parallèlement à la réalisation de la première tranche du programme commun (les barrages) l'OMVS avait engagé la recherche de financement complémentaire pour la consolidation des investissements (routes d'accès, liaison Diama - route Rosso-Nouakchott, reboisement etc...) et la réalisation de la deuxième tranche du programme commun (Centrale électrique, ports de Saint Louis et Kayes, escales portuaires etc...)

34. A la fin de 1988 les besoins de financement complémentaire de ce programme pour la période 1988-1993 s'élevaient à 996 millions de dollars des Etats-Unis.

35. Bien qu'étant l'Organisation de bassins fluviaux et lacustres la plus avancée en Afrique en tout point vue (mise en valeur et organisation institutionnelle), l'OMVS traverse aujourd'hui une phase décisive appelée communément "Après-barrages" au cours de laquelle elle doit, non seulement poursuivre la recherche de financement et la réalisation de la deuxième tranche du programme commun mais aussi réunir les conditions pour une utilisation optimale des infrastructures de base.

36. Malheureusement, étant donné la situation économique et financière à laquelle les Etats membres sont confrontés, la réussite des activités futures de l'Organisation dépend presque exclusivement de l'assistance technique et financière externe.

37. Cependant devant une telle situation l'Organisation tente de se donner les moyens qui devraient lui permettre de poursuivre l'aménagement du fleuve en adoptant certaines décisions :

- a) Restructuration du haut commissariat;
- b) Orientation politique des organes de gestion des ouvrages communs et prise en charge de la tutelle technique;

c) Réflexion sur les coûts et avantages à long terme avec l'assistance technique de la CEA.

G. Autorité du bassin du Niger (ABN)

38. L'accord portant création de la Commission du fleuve Niger fut signé en 1964 et intéressait les neuf pays du bassin du fleuve : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigéria et Tchad.

39. Durant les quinze premières années, la Commission avait des objectifs très limités qui consistaient en effet, à rassembler, examiner et diffuser des données de base et à s'occuper de problèmes relatifs à la navigation et au transport fluvial.

40. En 1979, les chefs d'Etat se sont réunis en session extraordinaire et ont décidé de changer les orientations de la Commission.

41. Conformément aux recommandations issues du sommet, la Commission du fleuve Niger devient en 1980, Autorité du bassin du Niger avec comme objectifs principaux :

a) Promouvoir la coopération entre les Etats membres; et

b) Assurer la mise en valeur intégrée du bassin.

42. Avec la naissance du nouvel organisme, fut élaboré un plan de mise en valeur intitulé, "Plan prospectif de mise en valeur pour le bassin du Niger".

43. En 1981, un plan biennal synthétisé du plan prospectif, fut alors mis sur pied et sa mise en oeuvre nécessitait un financement d'environ 56 millions de dollars des E.-U.

44. Jusqu'en 1982, les consultations entre bailleurs de fonds ont produit des intentions de financement qui se sont quelque peu matérialisées (assistance de l'USAID : 3 millions de dollars des Etats-Unis, de l'OPEP, du FED, du CIDA et du PNUD) concernant les projets ci-dessous mentionnés :

a) Le projet HYDRONIGER;

b) Un projet pour une amélioration du fleuve;

c) Un projet inter-états axé sur des études hydrauliques à plusieurs usages;

d) Un projet pour une unité de planification;

e) Un projet de conception d'un réseau électrique pour l'Afrique de l'Ouest;

f) Un projet de planification de développement agricole.

45. A la même période, les Etats membres avaient en conséquence pris la décision d'affecter le personnel nécessaire à l'ABN, de renforcer la coopération économique et d'établir un réseau de prévision hydrologique.

46. Malgré les efforts déployés, l'Organisation devait déjà souffrir d'une gestion sans rigueur doublée d'un manque de suivi dans les paiements des contributions.
47. En 1986, le Conseil des ministres tenu à Niamey se penche sur le sort de l'ABN et adopte une série de recommandations.
48. En 1987, le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, tenu à Ndjamena, entérine les recommandations et décide de prendre des mesures de relance qui auront pour conséquence la redéfinition des objectifs et le recentrage des activités de l'ABN, la restructuration du secrétariat, le choix d'un nouveau Secrétaire exécutif et les efforts financiers nécessaires pour la réussite du programme de l'Organisation.
49. Bien que la plupart des Etats membres aient apporté leur appui financier à l'Autorité, cet appui s'avérait insuffisant pour les besoins de l'Organisation.
50. L'ABN était encore sévèrement handicapée par les mêmes difficultés, sans fonds d'opération pour son fonctionnement normal.
51. Récemment en décembre 1988, les ministres de l'ABN se sont réunis en session extraordinaire à Bamako pour un nouveau départ de l'Autorité.
52. Durant cette dernière session, beaucoup de résolutions et dispositions importantes ont été prises, notamment :
- a) Sur le plan technique où le Conseil a adopté le programme quinquennal 1989-1993 qui consiste d'une part à faire les études et travaux nécessaires à la planification du développement à long terme et d'autre part à identifier un programme d'action de développement à impact immédiat;
 - b) Sur le plan administratif où il y a eu quatre nominations dont un nouveau Secrétaire exécutif;
 - c) Sur un plan financier trois mesures ont été prises :
 - i) Adoption d'un budget intérimaire de fonctionnement de l'Autorité pour le premier semestre 1989;
 - ii) Engagement pour la prise en charge par les Etats membres de la contre partie financière du projet HYDRONIGER;
 - iii) Appel aux Etats membres à s'acquitter régulièrement de leurs contributions au budget de fonctionnement de l'Autorité.
 - d) Sur le plan de l'assistance extérieure où le nouveau Secrétaire exécutif aura comme tâche prioritaire, de préparer les dossiers nécessaires pour une réunion du comité consultatif des bailleurs de fonds.
53. L'Autorité du bassin du Niger est ainsi donc partie sur de nouvelles bases depuis décembre 1988 pour sa réhabilitation.

D. Commission du bassin du lac Tchad

54. La Commission du bassin du lac Tchad reçoit son autorité des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réunissent une fois tous les deux ans.
55. La Commission est dirigée par un Secrétaire exécutif assisté par six Directeurs de Division.
56. Par la Convention de mai 1964, créant la Commission, celle-ci avait pour objectif de se consacrer initialement à faire des études et recherches pour prévenir une exploitation nuisible des eaux du bassin aussi bien sur le plan national que régional.
57. La superficie conventionnelle du bassin, à l'époque était seulement de 427 000 km², ce qui représente approximativement 1/6 de la surface totale du bassin hydrographique du lac.
58. Afin de pouvoir étendre les limites du bassin et d'inclure les sources des rivières Logone et Chari pour la remontée des eaux au niveau du lac, la Commission invita à son cinquième sommet des chefs d'Etat en 1985, la République centrafricaine à se joindre à elle.
59. Ainsi, depuis 1985, la Commission compte cinq Etats membres: le Cameroun, le Tchad, le Niger, le Nigéria et la République centrafricaine.
60. Au cours de cette session de 1985, le sommet invita la Commission à réviser son programme d'action de 1981, basé sur les conclusions des études précédentes.
61. Depuis, la Commission a orienté ses activités vers des actions plus concrètes et c'est ainsi que :
- a) Dans le secteur de l'agriculture cinq centres de mise en valeur des produits agricoles existent actuellement et qu'un centre de formation a été mis sur pied;
 - b) Dans le domaine de l'élevage cinq centres sont actuellement exploités. L'une des activités principales de ces centres, est de veiller à la protection sanitaire des espèces animales par des campagnes de vaccination répétées;
 - c) Dans le secteur forestier, on note deux centres qui ont pour objectif, de contribuer au contrôle de la détérioration écologique de l'environnement ainsi que de la lutte contre la désertification. Ces centres ont, en effet, pour rôle principal de produire des plants destinés aux populations pour une future utilisation (bois de chauffe par exemple);
 - d) Dans le domaine de la pêche, le fonctionnement du centre de formation de Djimtilo suspendu depuis 1979, est actuellement entrain d'être réactivé grâce à l'assistance de la CEA et de la FAO.

e) Dans le secteur des ressources en eau, la Commission a mené une série d'activités durant ces dernières années :

- i) Création de 46 forages et 23 puits cimentés pour l'approvisionnement en eau de la population et du bétail;
- ii) Tenue d'un séminaire sur les ressources en eau du bassin en 1977;
- iii) Projet d'études sur les ressources en eau souterraine avec l'assistance financière du FAC (75 millions de FCFA);
- iv) Second projet de planification et de gestion des eaux de surface du bassin avec l'assistance financière du PNUD (2 millions de dollars E.-U.).

f) Dans les domaines des transports et télécommunications, la Commission a réalisé un certain nombre d'études sur les réseaux routiers avec l'assistance financière de l'USAID et dont l'objectif est de désenclaver la sous-région en vue de promouvoir une intégration socio-économique.

62. Par ailleurs, il faut mentionner que la Commission a mené des activités en 1988-1989 de délimitation des frontières pour une meilleure coexistence entre les pays en vue de garantir la paix dans la sous-région.

63. Enfin, la Commission est entrain de mener une étude diagnostique avec l'assistance de l'UNEP sur les causes et remèdes de la dégradation sur l'environnement autour du bassin. Cette étude constituera les bases d'un plan directeur pour une meilleure gestion du bassin du lac Tchad et sera élaborée en 1990.

64. Cependant, malgré toutes ces réalisations, les contraintes ne manquaient pas. En effet, face à la crise économique, les Etats membres avaient beaucoup de mal à honorer leurs contributions pour le fonctionnement normal de la Commission; à cela s'ajoutait aussi un manque de techniciens qualifiés et d'équipement adéquat (ordinateur pour le stockage des données etc.).

65. Depuis ces dernières années, la Commission a eu un nouveau départ car les Etats membres ont déployé des efforts supplémentaires pour financer l'Organisation et en terme de coûts courants, 70 % des contributions ont été versées.

66. Le sommet des chefs d'Etat de 1987 a été une étape importante dans la vie de l'Organisation car il y a eu une détermination des Etats membres aussi bien en ce qui concerne leurs arriérés que leurs contributions futures.

67. Cette volonté politique a, en effet, permis d'encourager les donateurs à soutenir les activités de développement du bassin.

68. Actuellement, un exercice de restructuration et de redéfinition du rôle de la Commission est entrain de se faire. Ainsi dans les années à venir, les activités de la Commission auront un caractère régional alors que les projets de caractère national seront laissés à la charge des pays.

E. Organisation du bassin Kagera (OBK)

69. En 1968, après plusieurs consultations entre les représentants des gouvernements du Burundi, du Rwanda, de la République-Unie de Tanzanie et de l'Ouganda, il y a eu un consensus pour une coordination et une utilisation optimale et rationnelle des ressources en eau et en terre du bassin de la rivière Kagera.
70. En 1970, un comité technique, dirigé par le PNUD, fut mis en place pour exécuter et coordonner les activités au niveau des trois pays (Burundi, Rwanda et la République-Unie de Tanzanie).
71. L'Ouganda à l'époque, avait seulement le statut d'observateur.
72. Jusqu'en 1976, plusieurs études de mise en valeur du bassin furent élaborées par le Comité.
73. Ce n'est qu'en 1977 que l'Organisation pour l'aménagement et le développement du bassin de la rivière Kagera fut créée par les chefs d'Etat du Burundi, du Rwanda et de la République-Unie de Tanzanie.
74. L'Ouganda adhéra à l'Organisation en 1981.
75. En 1979, un premier plan indicatif fut élaboré et présenté aux donateurs à Paris. Entre autres conclusions, la Conférence recommanda une mission pluridisciplinaire sur le terrain, dont le PNUD serait le chef de file.
76. Sur la base des études qui ont été faites, la mission prépara un plan d'action comprenant six propositions de projet dans les secteurs de l'agriculture, de hydro-énergie, des transports et télécommunications, des petites industries et de l'environnement.
77. Suite à quelques difficultés survenues dans le financement des études pré-investissement qui s'élevait à entre 35 et 50 millions de dollars des Etats-Unis, seulement quelques quatre projets étaient retenus dans les secteurs des transports et télécommunications, de l'énergie hydraulique, de l'information, de la documentation et de l'agriculture.
78. Jusqu'en 1982, le soutien financier de l'Organisation était estimé à 3 millions de dollars des Etats-Unis.
79. En 1986, il y a eu un exercice de restructuration du secrétariat et une réduction des coûts qui a entraîné une économie de 18 % dans le budget et cela a permis à l'Organisation de mettre sur pied son centre de documentation.
80. Depuis 1988, l'Organisation du bassin Kagera se consacre essentiellement à quatre domaines d'activités prioritaires :

a) Transports et télécommunications

Dans le secteur des chemins de fer, la première phase prévoit:

i) une pénétration de Rusomo au Rwanda et une autre de Rusomo au Burundi;

ii) une amélioration du terminal du Ferry de Jinja en Ouganda.

La deuxième phase devrait être déterminée dans les années à venir. En ce qui concerne le secteur des télécommunications le grand projet régional est actuellement entré dans sa phase d'exécution.

b) Energie

Le secteur de l'énergie représente dans le programme de l'OBK, une activité prioritaire et à cet égard, les études de faisabilité du projet hydro-électrique des chutes du Rusomo sont actuellement achevées. Une maquette détaillée du projet du barrage est en cours d'élaboration.

c) Agriculture

Toujours vers la recherche de l'autosuffisance alimentaire, l'OBK est actuellement entrain de mettre en oeuvre plusieurs projets dans le secteur de l'agriculture :

i) Le contrôle et l'éradication de la mouche tsé-tsé dans plusieurs zones pilotes au niveau des Etats membres;

ii) Le drainage des eaux dans la vallée de Mulindi pour une exploitation rationnelle des terres et du bétail de la zone. Les études de faisabilité sont achevées depuis 1988 et l'Organisation est actuellement à la recherche de financement (environ 2,05 millions de dollars E.-U.) pour la mise en oeuvre du projet;

iii) Le programme de reforestation au Sud Ouest de l'Ouganda a été senti comme une priorité pour l'Organisation pour un meilleur équilibre de l'environnement. Les études de faisabilité ont été achevées depuis 1985 et l'exécution du projet requiert un financement externe de l'ordre de 8,57 millions de dollars des Etats-Unis;

iv) Le programme d'irrigation pour développer la culture du riz à la baie de Sango, est entrain d'être étudié mais le projet n'est qu'à sa phase d'identification.

d) Information et formation

Dans ce secteur, il y a déjà la création d'un centre de documentation au Rwanda et un projet de création d'un institut polytechnique dont les études de faisabilité ont été terminées depuis 1985. L'Organisation est à la recherche de financement (environ 12,2 millions de dollars des Etats-Unis) pour sa mise en oeuvre.

81. En résumé, il apparaît donc que l'Organisation du bassin Kagera a enregistré d'assez bonne performance dans l'exécution de son programme de travail.

82. Cependant les derniers développements montrent, que l'OBK, comme la plupart des organisations, traverse une période de difficultés financières assez dures. En effet, compte tenu de la situation économique dans la sous-région, les Etats membres ont quelques difficultés à payer leurs contributions.

83. Pour la vie de l'Organisation, les conséquences sont énormes notamment en ce qui concerne son fonctionnement et la continuation de l'exécution de son programme de travail.

III. DEVELOPPEMENTS RECENTS EN MATIERE DE MISE EN VALEUR INTEGREE D'AUTRES BASSINS FLUVIAUX ET LACUSTRES

A. Bassin du Nil

84. Le bassin du Nil est le plus important d'Afrique du point de vue dimension après le bassin Congo/Zaire. Sa superficie s'étend sur environ 3 millions de km². Les deux sources du fleuve sont les lacs de l'Equateur dont est originel le cours principal, le Nil blanc (6700 km) et les plateaux éthiopiens d'où prennent naissance les systèmes du Nil bleu, de Sobat et Atbara.

85. Les eaux du bassin intéressent neuf Etats qui sont nommément le Burundi, l'Egypte, l'Ethiopie, le Kenya, le Rwanda, le Soudan, la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda et le Zaïre.

86. Du point de vue économique, il a été constaté, que sur les neuf Etats du bassin, six appartiennent aux pays les plus pauvres des pays en développement.

87. Il existe certes quelques accords bilatéraux d'utilisation des eaux mais compte tenu de l'importance des ressources en eau du bassin et de la part que ces ressources peuvent occuper dans le processus de développement socio-économique des Etats riverains, il s'avère de plus en plus nécessaire de faire une étude objective de planification et de gestion sur l'ensemble du bassin.

88. C'est dans ce contexte que le PNUD en 1986, a organisé un séminaire à l'intention des pays riverains du bassin du Nil à Bangkok (Thaïlande). Les plus hautes autorités des pays riverains du bassin y ont participé. Ils ont tous reconnu, la nécessité d'une coopération régionale entre leurs pays et plusieurs recommandations importantes ont été approuvées à l'issue de ce séminaire.

89. Conformément à ces recommandations, le PNUD et la CEA, ont organisé une mission conjointe de préidentification dont l'objectif était de tirer au clair certaines questions soulevées par les Etats d'une part et d'autre part de proposer un cadre de coopération qui ne se limiterait dans un premier temps qu'au seul bassin hydrographique du Nil blanc. La mission a eu des discussions avec les représentants de tous les Etats, à l'exception de l'Ethiopie. La CEA et le PNUD avaient estimé souhaitable à l'époque, de ne pas convoquer à ce stade, une réunion ministérielle

avant la mission d'identification. Tous les pays avaient accepté la proposition à l'exception du Soudan.

90. En avril 1988, il y a eu alors une solution de compromis qui consistait de convoquer une consultation informelle des pays riverains du bassin du Nil lors de la Conférence des ministres de la CEA à Niamey. A l'exception du Burundi, tous les Etats riverains étaient représentés lors de cette consultation. Au cours des débats tous les participants ont reconnu la nécessité d'avoir des consultations ultérieures. La CEA et le PNUD ont, à l'occasion, reçu mandat d'organiser et de convoquer des réunions futures. Les pays, de leur côté, devraient en quelque sorte s'arranger pour organiser des consultations préliminaires au niveau national.

91. Conformément à ce mandat, la CEA, en collaboration avec le PNUD a, en conséquence, organisé et convoqué une réunion ministérielle des Etats riverains du bassin en janvier 1989. A l'exception de l'Ethiopie, tous les Etats étaient représentés.

92. Les conclusions et recommandations de cette réunion, ont conduit la CEA et le PNUD à convoquer une réunion extraordinaire du comité technique du projet Hydromet à Kampala (Ouganda) en février 1989. Certes, les difficultés n'ont pas manqué au cours de cette rencontre, mais les conclusions ont été positives.

93. En effet, après avoir amendé le mandat de la mission d'études sur la mise en valeur du bassin du Nil, le Comité a décidé que la mission travaille en proche collaboration avec les experts nationaux de manière à dresser d'une façon exhaustive, une liste de projets communs.

94. Au cours de cette consultation, un appel a été lancé à l'Ethiopie en ce qui concerne les futures discussions et activités.

95. Après cette réunion, il y a eu la préparation et le déroulement de la mission d'identification. L'équipe, conduite par le PNUD, était composée d'un spécialiste de la CEA, et de sept autres spécialistes nationaux. Pendant plus d'un mois (juin 89) la mission s'est rendue dans tous les pays des Etats riverains.

96. Le rapport de mission a été déposé en fin juillet 89 et envoyé aux Etats membres deux mois avant la réunion du comité technique tenue à Addis Abeba du 23 au 26 octobre 1989 sous forme d'atelier.

97. Durant cette rencontre où les neuf pays étaient représentés, la délégation éthiopienne a proposé des amendements sur le mandat de la mission d'enquêtes. D'autres observations par ailleurs, ont été faites par l'Egypte, le Soudan et Ouganda. Les représentants ont estimé, qu'à la suite des observations de l'Ethiopie, la situation avait changé et qu'ils devaient consulter leurs gouvernements. La réunion a, en conséquence, proposé que l'examen du rapport de mission soit différé jusqu'à ce que les réponses des autres pays sur la révision du mandat proposée par l'Ethiopie soit reçues. Il a été décidé enfin, que le Comité technique du projet HYDROMET centralise les commentaires des pays et organise une prochaine réunion en mars 1990.

98. La réunion a demandé de nouveau à la CEA et au PNUD de poursuivre leur assistance en vue de la continuation et de l'achèvement des travaux relatifs au projet de la mise en valeur intégrée du bassin du Nil.

B. Le bassin du fleuve Zambèze

99. Le fleuve Zambèze et ses affluents drainent environ une superficie de 1 300 000 km². Il s'agit d'un immense complexe hydrographique qui prend sa source dans le plateau d'Afrique central, traversant le continent africain dans la direction générale Ouest-Est et se termine dans l'Océan Indien. Environ 20 millions d'habitants constituent la population du bassin.

100. L'absence d'un inventaire complet des ressources du bassin en rend actuellement la gestion difficile.

101. A la demande des gouvernements concernés, l'UNEP, dans le cadre de son programme de l'Action pour l'administration environnementale de l'eau à l'intérieur de l'Afrique désigné sous l'abréviation EMINWA, a assisté les pays du bassin à faire une étude diagnostique et un projet de plan d'action.

102. Ainsi, avec l'assistance de l'UNEP, trois réunions furent tenues successivement en 1985, 1986 et 1987 avec la participation des experts des pays concernés. A l'issue de ces réunions d'experts, fut élaboré le point de départ du Plan d'action du Zambèze communément appelé ZAC Plan.

103. La région visée par le Plan d'action, couvre tous les huit pays appartenant au bassin : Angola, Botswana, Malawi, Mozambique, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Zimbabwe, Zambie.

104. Le Plan d'action révisé, a été adopté lors de la Conférence de plénipotentiaires du système du Zambèze tenue en 1987.

105. Le Plan d'action du Zambèze a une portée très vaste et constitue en fait, un programme ambitieux de développement régional intégré, axé sur les ressources en eau du bassin avec des composantes écologiques. Le réseau d'institutions de collecte de données mis en place au niveau des pays du bassin, travaillant de concert avec le programme EMINWA de l'UNEP, devrait promouvoir un meilleur échange d'information à l'échelon sous-régional et accélérer la mise en exécution du plan d'action.

106. Lors de la réunion des ministres de l'agriculture et des ressources naturelles de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, tenue à Maseru en 1987, il a été convenu que le Plan d'action du Zambèze serait un programme de la Conférence de coordination (SADCC). Actuellement, toutes les activités relatives à la mise en oeuvre du Plan d'action sont donc coordonnées par la SADCC.

107. Certains pays scandinaves préparent conjointement un programme de développement spécifique dans le cadre du plan.

108. Quant au PNUE, il continuera à prêter son assistance, selon le cas et pour certains éléments du projet.

C. Le bassin Congo/Zaire

109. Le bassin Congo/Zaire est le plus large du continent africain et le deuxième au monde après celui de l'Amazonie. Sa superficie est d'environ 3 700 000 km² et concerne neuf pays : l'Angola, le Burundi, le Cameroun, la République centrafricaine, le Congo, le Rwanda, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zaïre.

110. Le bassin présente des potentialités énormes pour le transport, l'irrigation, la pêche et l'énergie, qui n'ont jamais pu être exploitées de façon rationnelle par les Etats riverains par rapport à l'ensemble du bassin.

111. En 1983, à la suite de la demande des gouvernements du Burundi, du Rwanda et du Zaïre, la CEA a eu à exécuter une étude pour analyser les différentes possibilités de développement et d'exploitation du Congo/Zaire et de ses affluents.

112. L'étude intitulée "Etude de la création d'une organisation inter-gouvernementale pour l'aménagement et l'exploitation du bassin du fleuve" propose entre autres, un projet complet de statut international du fleuve, un projet de politique générale d'aménagement, un projet de budget de fonctionnement et un projet de convention portant création de l'Autorité pour l'aménagement du bassin du fleuve Congo/Zaire.

113. En 1987, l'étude fut examinée par la réunion intergouvernementale d'experts sur la mise en valeur des fleuves Congo/Zaire.

Au cours de cette rencontre, les documents furent amendés et la réunion décida alors, de demander à la CEA de faire figurer dans l'ordre du jour de la sixième réunion de la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification, un point sur la création d'une autorité sur l'aménagement et la gestion du fleuve Congo/Zaire.

114. En mars 1988, aussi bien à la sixième réunion des experts qu'à la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification, le point sur la mise en valeur du bassin Congo/Zaire était à l'ordre du jour comme prévu. Au cours de cette même conférence certaines délégations avaient estimé qu'elles ne pouvaient se prononcer sur tous les détails relatifs aux conventions et qu'ils attendaient d'avoir de plus amples informations des autorités de leur pays. La Conférence décida alors, de renvoyer la question à une date ultérieure lors d'une réunion des ministres concernés.

115. Nous espérons cependant, que le processus aboutira et que la proposition consistant à considérer la mise en valeur globale des ressources en eau du bassin du Congo/Zaire deviendra dans les prochaines années, une réalité pour toute la sous-région.

IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

116. Nous venons de tracer une revue rapide des organisations des bassins fluviaux et lacustres et surtout de leurs activités jusqu'à une date récente. D'une façon générale, les Etats membres ont toujours considéré la mise en valeur des bassins fluviaux comme vitale pour atteindre les objectifs nationaux d'autosuffisance alimentaire et d'amélioration de leurs conditions socio-économiques. A cet égard, ils ont déployés beaucoup d'efforts pour leur mise en place et la mise en oeuvre de leurs programmes de travail.

117. Sans nul doute des résultats positifs ont été enregistrés pour chacune d'entre elles surtout en ce qui concerne les premières phases : études diagnostiques, préparation des programmes d'action, recherche de financement pour les projets, mise en place et maintenance des secrétariats.

118. Cependant, une analyse rapide des résultats obtenus montre que les progrès enregistrés restent très inférieurs à ce qu'ils devraient être. En effet, la plupart d'entre elles, sinon toutes, se heurtent actuellement à beaucoup d'obstacles qui ont ralenti de manière significative la mise en oeuvre des programmes et dans certains cas, une stagnation. Parmi les difficultés recensées, les plus courantes concernent les domaines financier et technique, les arrangements institutionnels et la gestion. Toutes les organisations citées, ont eu, en un moment ou à un autre, des faiblesses à accomplir leurs tâches par suite de ressources inappropriées.

119. C'est l'occasion de souligner que l'organisation de mise en valeur des bassins fluviaux la plus avancée en Afrique, l'OMVS, n'a pas été épargnée; elle souffre des mêmes difficultés pour la poursuite normale de son programme. D'une manière générale, pour toutes, les résultats enregistrés n'ont pas répondu aux attentes.

120. Cependant force est de constater que pour les raisons déjà citées, des efforts supplémentaires devraient être faits dans les années à venir pour assurer la poursuite des programmes et la valorisation des infrastructures déjà existantes au niveau des organisations de mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres.

121. A cet égard, leur renforcement est particulièrement nécessaire, notamment en ce qui concerne certains aspects :

a) Bien que la volonté politique ait été démontrée en établissant les commissions et autorités, elle n'a été suivie de contributions financières des Etats membres. Il serait nécessaire en effet que les Etats membres remplissent leurs obligations de manière à permettre aux commissions de fonctionner avec efficacité.

b) Concernant le secrétariat des commissions, il importe que le responsable soit un fonctionnaire ayant des qualifications et le dynamisme nécessaire, de manière à assurer une liaison efficace entre les donateurs et les Etats membres. Dans tous les cas leur recrutement devrait se faire sur une base de compétence technique et de gestion et non sur une autre base.

c) Durant les dix dernières années, beaucoup de temps, d'énergie et de ressources ont été dépensés dans la construction et la maintenance des secrétariats, alors que le vrai travail qui est celui de la planification, la coordination et l'harmonisation au niveau national et sous-régional, a été souvent négligé. Il serait nécessaire de donner priorité aux projets et programmes et que les institutions soient articulées autour des programmes à réaliser.

122. Enfin, conformément aux recommandations de la réunion interrégionale sur la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres (octobre 1988) et dans l'esprit du Plan d'action de Mar Del Plata, le rapport recommande que, tout bassin versant soumis à plusieurs souverainetés nationales et non doté de mécanismes d'aménagement, devrait faire l'objet d'une coopération effective en vue de contribuer à long terme au développement intégré et à l'autonomie collective de l'ensemble des pays riverains.

Références

1. Rapport de mission conjointe CEA/PNUD sur les organisations de bassins fluviaux et lacustres (1987)
2. Rapport de la CEA sur la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres en Afrique (Huitième réunion du Comité technique préparatoire plénier (13-20 avril 1987)
3. Rapport de l'OMVG; Plan d'action (1989)
4. Communication du Haut Commissaire de l'OMVS à la réunion interrégionale sur la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres en Afrique en particulier (10-15 octobre 1988)
5. Rapport de la réunion interrégionale sur la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres en Afrique en particulier (10-15 octobre 1988)
6. Convention de la création du bassin du Niger (1964)
7. Plan biennal de l'Autorité du bassin du Niger 1981-1982
8. Evaluation de l'approche multidonateurs/multidisciplinaires dans la mise en valeur des bassins fluviaux et lacustres internationaux en Afrique (PNUD 1985)
9. Rapport de la Session extraordinaire du Conseil des ministres de l'ABN (Bamako, janvier 1989)
10. Programme quinquennal de l'ABN, 1989-1993
11. Rapport d'activités de la Commission du Lac Tchad 1989
12. Information bulletin; background, structures, objectives and development programme: KBO Secretariat, 1988
13. Mise en valeur du bassin du Nil - Aide mémoire (1988)
14. Compte rendu de la consultation informelle des Etats riverains du bassin du Nil (avril 1988)
15. Mandat de la mission d'étude sur la mise en valeur du bassin du Nil (1989)
16. Rapport de la réunion ministérielle sur la mise en valeur du bassin du Nil (janvier 1989)

17. Rapport de la réunion du Comité technique du projet HYDROMET (février 1989)
18. Atelier du Comité technique du projet HYDROMET sur la mise en valeur du bassin du Nil (octobre 1989)
19. Implementation of EMINWA Programme of Africa UNEP (1989)
20. Rapport annuel : Commission économique pour l'Afrique (22 avril 1986 - 27 avril 1987)
21. Rapport de la réunion intergouvernementale d'experts sur la mise en valeur du Fleuve Congo/Zaire november 87 (ECA)
22. Report on the Sixth Intergovernmental Meeting of experts on transport, communications and planning March 1988 (ECA)
23. Report of the Sixth Meeting of the Conference of Ministers on transport, communications and Planning, March 1988 (ECA)
24. Etude de la création d'une organisation intergouvernementale pour l'aménagement et l'exploitation du bassin du fleuve 1983-1984 (ECA)